

Le lancement tonitruant de la réforme de la fonction publique soude le bloc syndical

Bastien Scordia

Le lancement de la concertation sur la nouvelle réforme de la fonction publique s'annonçait tendu. Il fut finalement beaucoup plus agité qu'attendu, la faute aux déclarations du ministre Stanislas Guerini qui a dit sa volonté de *“lever le tabou”* du licenciement dans la fonction publique. Des propos qui ont rapidement suscité l'ire des syndicats, déjà vivement opposés à une autre piste de réforme, celle du développement de la rémunération au mérite.

“Le début de la concertation a très mal commencé, explique Stanislas Gaudon de la CFE-CGC. Le ministre assure du maintien du statut mais déclare, en même temps, vouloir donner des leviers pour le licenciement”. *“C'est le retour en force de l'anti-fonctionnaire primaire et fonctionnaire bashing”*, estime Pascal Kessler de la FA-FP. *“Le ministre dérive complètement, abonde la CGT. Il s'agit là de propos méprisants et démagogiques”*. *“C'est honteux, renchérit Gaëlle Martinez de Solidaires. On voit où sont les urgences du gouvernement et ce ne sont ni les rémunérations, ni les conditions de travail, ni les services publics”*.

Après la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, Stanislas Guerini est *“déterminé à ouvrir un deuxième acte du saccage du statut général des fonctionnaires”*, estime de son côté la FSU : *“C'est tout l'équilibre statutaire qu'il jette en pâture. Il voudrait pousser plus loin les logiques de dénaturation du statut engagée par la loi de 2019 qu'il ne s'y prendrait pas autrement”*.

“Loyauté entamée”

Au-delà du fond des propos du ministre, les syndicats critiquent aussi la manière avec laquelle il a fait ses déclarations sur le licenciement. Une méthode dont la concertation sur la réforme pourrait pâtir. Les organisations syndicales ont fait la découverte de ces propos, en effet, dans *Le Parisien*, quelques heures après la réunion de lancement de la concertation sur la réforme de la fonction publique du mardi 9 avril. Réunion où ce sujet du licenciement n'a donc pas été abordé par Stanislas Guerini.

“C'est le grand paradoxe de cette journée de mardi, a déclaré Christian Grolier de Force ouvrière. On nous dit le matin qu'on n'arrive pas à recruter et que ce n'est pas assez attractif. Et l'après-midi, on nous dit qu'on veut virer davantage de fonctionnaires. Hyper attractif !”.

Pointant des propos *“aussi surprenants qu'incompréhensibles”*, Mylène Jacquot de la CFDT juge surtout que les propos de Stanislas Guerini *“entament sérieusement la loyauté indispensable à une concertation sincère”*. *“Il appartient au ministre de rétablir les conditions de la confiance, ce*

qui n'empêche pas les désaccords”, développe-t-elle. “Le ministre préfère relancer le fonctionnaire bashing plutôt que de répondre aux attentes légitimes de ses agents dont celle des salaires”, ajoute Luc Farré de l'UNSA en appelant Stanislas Guerini “à revenir à son rôle de ministre chargé de défendre les services publics et les agents publics”.

Menaces de grèves

Dans ce contexte, plusieurs syndicats appellent aujourd'hui à établir le rapport de force. Ils font notamment planer la menace de grèves sur les JO. Après Force ouvrière, la CGT vient ainsi de déposer des préavis de grève dans les 3 versants, courant du 15 avril au 15 septembre. Une période qui couvre donc la période des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.

“Pas de trêve olympique”, prévient le syndicat, en demandant notamment des hausses de salaires, des “recrutements pérennes”, “des compensations salariales au titre des contraintes professionnelles générées par les Jeux” mais aussi “des droits aux congés, au télétravail choisi et à la déconnexion”. Ces préavis sont aussi sans surprise l'occasion pour le CGT de contester la nouvelle réforme de la fonction publique : “L'année 2024 de doit pas être celle de la mise en œuvre de la rémunération et de l'avancement au mérite constitutifs de discriminations et d'inégalités, ni celle de la casse du statut”.

Les syndicats voient donc dans les JO un possible moyen de pression dans le cadre de leur opposition à la nouvelle réforme. A ce propos, les représentants du personnel devraient rapidement se réunir en intersyndicale pour réfléchir à la manière dont ils pourraient collectivement élever le rapport de force. Une preuve de plus que la réforme fait déjà l'unanimité contre elle, et ce d'autant plus après les propos de Stanislas Guerini sur le licenciement.